

[Traduction]

L'OPPORTUNITÉ DE CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES SUR UNE PROCHAINE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heward Graffley (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Comme un certain nombre de pays francophones doivent être représentés à une conférence qui aura lieu dans quelques semaines en France, le gouvernement a-t-il l'intention d'entreprendre immédiatement des discussions appropriées sur la constitution avec les provinces, afin de minimiser tout malentendu qui pourrait survenir plus tard?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si le Canada est invité à assister à la conférence internationale qui devrait avoir lieu à Paris dans quelques semaines—ce qui serait normal si le Canada doit y être représenté—nous discuterions certes la chose avec les provinces, comme nous l'avons fait à maintes reprises dans le passé, et à plus forte raison si la conférence devait porter sur des questions de compétence provinciale.

L'INTERDICTION DES EXPORTATIONS DE NICKEL VERS LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu la réponse qu'il m'a donnée hier à propos des exportations de nickel canadien aux États-Unis, et comme les principes humanitaires exigent que nous fassions l'impossible pour mettre fin à la guerre au Vietnam, le ministre n'a-t-il pas suffisamment foi en l'intégrité des Canadiens pour savoir qu'ils ne permettraient pas à nos travailleurs de souffrir, même d'une gêne matérielle temporaire, par suite de la cessation de cette guerre?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question, posée en ces termes, prête à controverse.

[Français]

LES TRAVAUX D'HIVER

ON DEMANDERAIT DE PROLONGER LA PÉRIODE D'UN MOIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'il a reçu des demandes de la part de municipalités, en vue de prolonger d'un mois la période des travaux d'hiver et de leur per-

[M. Grégoire.]

mettre de terminer les travaux entrepris. Peut-il aussi nous dire s'il donnera une réponse favorable à ces demandes?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous avons reçu des demandes et il est peu probable que la période soit prolongée.

LE CODE CRIMINEL

ON DEMANDERAIT DE RETARDER L'ÉTUDE DU BILL C-195

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Roger-E. Régimbal (Argenteuil-Deux-Montagnes): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question à l'honorable ministre de la Justice, mais, en son absence, je vais la poser au très honorable premier ministre.

Est-il au courant si l'honorable ministre de la Justice a reçu des représentations de la part des membres du «caucus» libéral du Québec, lui demandant de remettre l'étude du bill C-195, surtout en ce qui a trait à l'avortement et à l'homosexualité?

M. l'Orateur: Je ne crois pas que la question telle que posée soit recevable.

M. Régimbal: Monsieur l'Orateur, puis-je poser la question autrement à l'honorable premier ministre?

Le gouvernement a-t-il l'intention d'organiser les obsèques générales du bill C-195, du bill C-186 et du parti du Ralliement créditiste?

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LE DÉBAT SUR LE PROJET DE RÉOLUTION DU MINISTRE DES FINANCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au premier ministre, au ministre des Finances ou au leader de la Chambre. Quand serons-nous saisis du ou des projets de résolution sur des questions autres que la fiscalité, dont le ministre des Finances a parlé hier? Ces autres projets seront-ils présentés avant le débat sur la résolution relative à l'impôt sur le revenu dont l'avis a été donné hier soir?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on n'a pas encore établi si un projet de résolution et un projet de loi seront légalement nécessaires pour constituer le genre de Bureau auquel mon honorable ami songe sans doute, mais les